

# Deux mois après avoir dénoncé la « Françafrique », Jean-Marie Bockel est débarqué de la coopération

Philippe Bernard

Le Monde, 20 mars 2008

**Ancien socialiste, le secrétaire d'Etat s'était fait connaître par sa dénonciation de la mauvaise gouvernance en Afrique. Plusieurs chefs d'Etat avaient protesté auprès de l'Elysée.**

Repêché de justesse après le remaniement ministériel du mardi 18 mars, Jean-Marie Bockel, l'un des symboles de l'ouverture, a perdu son secrétariat d'Etat à la coopération, pour un dossier encore moins en vue, celui des anciens combattants. Dans l'entourage de cet ex-socialiste réélu maire de Mulhouse sous la bannière de l'UMP, on tente de faire contre mauvaise fortune bon cœur. « *Jean-Marie Bockel, assure-t-on, est tout au bonheur de sa nouvelle fonction.* »

Officiellement, le ministre, colonel de réserve, est « *passionné* » par les dossiers du ministère de la défense auquel son secrétariat d'Etat est ratta-

ché. Il souligne qu'il officiera « *dans un ministère régalien* » et réfute l'idée d'une rétrogradation. Plutôt que de considérer sa mutation forcée comme une conséquence des aléas de la politique d'ouverture, les proches de M. Bockel estiment qu'il a été « *victime de la Françafrique* ».

## “Rupture”

Le discret secrétaire d'Etat, locataire de la “rue Monsieur”, lieu symbolique de l'attachement de la France à son “pré carré” africain, s'était signalé en janvier par des déclarations tonitruantes. « *La Françafrique est moribonde. Je veux signer son acte de décès*, déclarait-il alors dans un entretien au *Monde* le 16 janvier. *Certains pays ont d'importantes ressources pétrolières, mais leur population n'en bénéficie pas.* »

Ces propos visant implicitement le Gabon, le Congo et le Cameroun, pièces maîtresses du dispositif français en Afrique, avaient suscité d'intenses protestations auprès de l'Élysée. Le chef de l'État gabonais Omar Bongo avait jugé « *inacceptables* » les propos de M. Bockel. Le président Nicolas Sarkozy, qui, après avoir promis la « *rupture* » avec la Françafrique, avait fait étape au Gabon lors de son premier voyage en Afrique, avait soutenu M. Bockel du bout des lèvres.

Dans les milieux franco-africains, la thèse d'un limogeage sous pression africaine ne fait pas de doute.

« *Bockel débarqué par les "émirs"* », titre ainsi *La Lettre du continent* tandis que le site Afrik.com ironise : « *Le secrétaire d'État ne si-*

*gnera pas l'acte de décès de la Françafrique.* »

Le parallèle avec le sort de Jean-Pierre Cot, ministre de la coopération de François Mitterrand qui avait dû démissionner en 1982 après avoir tenté de changer les relations franco-africaines, vient à l'esprit, même s'il paraît excessif.

Car M. Bockel, qui ne cachait pas son peu d'attirance pour les dossiers africains, a pu aussi pâtir de la volonté de M. Sarkozy de promouvoir des proches. Son successeur, Alain Joyandet, ex-secrétaire national de l'UMP chargé des fédérations, est considéré comme un « *hypersarkozyste* » de très longue date.

Philippe Bernard